

raison pour que nous perdions le courage, l'espoir ou l'esprit d'initiative. Nous sommes animés de ces sentiments, parce que nous avons foi dans le Canada et le peuple canadien, foi fondée sur notre connaissance du passé et du présent et sur ce que nous entrevoions de l'avenir. La solution des difficultés que nous traversons ne devrait soulever aucun conflit entre différentes catégories de la population, car tout ce qui nuit à une partie du pays nous nuit à tous. S'il se produisait une éruption sur mon bras, dirais-je: "Bras, guéris-toi toi-même. Cela n'intéresse pas le reste de mon corps"? Non. Toutes les parties de mon anatomie seraient en jeu, et souffriraient tant que la guérison ne se serait pas produite. Il en est de même du pays. Si une partie du pays souffre plus que d'autres des maux économiques, les autres régions ne doivent pas rester indifférentes tandis que la partie plus sérieusement atteinte s'occupe de se guérir. La Canada forme un tout intégral; l'Est ne peut ignorer les ennuis de l'Ouest et *vice versa*. Je partage l'avis exprimé dans cette enceinte, il y a un ou deux jours, que la population doit être unie. Celui qui prêcherait la division entre les diverses catégories de la population, actuellement, ferait preuve de beaucoup de témérité. L'expérience et l'observation nous enseignent que, en tant que nation, nous possédons une grande richesse.

En somme, une seule de nos entreprises a été réellement atteinte gravement. Nous connaissons sans doute d'autres crises, mais on ne peut nier que, comparativement aux autres pays, le Dominion du Canada sort de ses crises avec une aisance exceptionnelle. C'est l'agriculture qui a reçu le plus rude coup. J'ai suivi avec attention l'exposé fort clair de l'honorable représentant de Brandon (l'honorable M. Forke) et je n'ai rien à redire à la façon dont il a expliqué le point de vue du cultivateur. Mais il y a cultivateurs et cultivateurs, dans l'Ouest; il y a régions rurales et régions rurales. N'oublions pas que les agriculteurs de l'Ouest n'ont pas tous éprouvé les mêmes ennuis; certains d'entre eux peuvent fort bien se tirer d'affaire et ont des ressources suffisantes pour tenir même si le marasme persiste.

Nous vivons sous un régime de gouvernement démocratique, un régime tel qu'on n'en changera jamais, à mon sens, dans tout pays où il est fermement implanté, bien qu'il soit possible de lui apporter de nombreuses améliorations, partout. Il arrive souvent, sous ce régime, qu'on demande à l'Etat d'accorder des secours financiers aux citoyens. A l'ordinaire, le gouvernement qui consent des avances à certains de ses nationaux devra supporter les pertes possibles, lesquelles ne retomberont pas sur les bénéficiaires de ces faveurs. Cela est

inhérent aux forces subtiles et persuasives de ce régime. On devrait quand même trouver une méthode d'application efficace en vertu de laquelle le Dominion pourrait venir en aide, pécuniairement, aux cultivateurs qui le méritent et qui se trouvent dans des circonstances difficiles. Il faudrait évidemment remplir certaines conditions, mais ce sont des détails qu'on pourrait aisément régler. L'Est en profiterait aussi bien que l'Ouest. Non seulement le gouvernement, mais les grandes sociétés commerciales du pays devraient rechercher cette fin de tout cœur et en consentant les sacrifices voulus. Je suis sûr que ces grandes sociétés y sont disposées. Prenons le Pacifique-Canadien. Cette grande entreprise n'a-t-elle pas toutes les raisons du monde de s'intéresser vivement à tout ce qui peut aider toutes les industries du territoire que traversent ses lignes? Ne doit-elle pas, en particulier, agir de façon que tout cultivateur, client actuel et futur du chemin de fer, ne soit pas aculé à la ruine et que sa ferme ne soit pas abandonnée? Pour les mêmes raisons, les banques, les sociétés de prêts et d'autres grandes entreprises s'intéressent à la même question, de façon intelligente et sympathique, tout comme les chemins de fer. Le succès de leurs entreprises dépend de la prospérité du pays, en une large mesure, et la meilleure façon d'y travailler, pendant la crise que nous traversons et qui menace ces sociétés, est d'accorder une aide sincère aux agriculteurs. De ces divers côtés, viendra la solution des problèmes qui se posent pour tout le monde. Il n'est besoin que d'une organisation intelligente et efficace.

Par bonheur, nous avons si bien exploré notre richesse nationale que nous ne pouvons plus nous en méfier. La période de la richesse potentielle de nos ressources naturelles, de la richesse imaginaire, pourrait-on dire, qui donnait tant d'espoir aux Pères de la Confédération comme aux anciens législateurs et hommes d'affaires de notre pays, cette période est passée. Les recherches scientifiques, comme l'étude sur place et la mise en valeur, ont levé tout doute sur l'étendue de cette richesse. Aucun arrêt dans l'activité commerciale n'a diminué en rien ces ressources. Elles sont là, et elles y resteront. L'expérience et les épreuves qu'a subies l'habileté des Canadiens, intellectuelle, physique ou commerciale, nous ont portés à croire qu'en plus des grandes ressources déjà en valeur, nous avons des espérances beaucoup plus grandes. C'est pourquoi, le découragement du Canada n'existe pas dans la réalité et ne peut que difficilement se concevoir.

Il me semble que nous devrions, autant que possible, retarder la discussion des théories et aborder l'étude de projets concrets. Le plus

Le très hon. sir GEORGE E. FOSTER.